



The Washington Post via Getty Images

États-Unis : la Cour suprême considère la « thérapie de conversion » comme une expression protégée

- Andrew Miiller
- [01/04/2026](#)

Le 31 mars, la Cour suprême des États-Unis a statué par 8 voix contre 1 que l'interdiction du Colorado de la « thérapie de conversion » pour les mineurs porte atteinte à la liberté d'expression et doit être soumise à un examen strict selon le premier amendement. Les juges ont annulé la décision d'une juridiction inférieure confirmant la loi et ont renvoyé l'affaire pour qu'elle soit réévaluée en fonction de cette norme plus stricte.

- La loi dans l'État du Colorado interdit à tous les conseillers et thérapeutes de tenter de « modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'un individu, y compris les efforts visant à modifier les comportements ou les expressions de genre ou à éliminer ou réduire l'attrance ou les sentiments sexuels ou romantiques à l'égard des personnes du même sexe ».
- Même les conseils concernant « les comportements illégaux ou les pratiques sexuelles dangereuses » ne peuvent « chercher à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre ».
- La loi n'interdisait pas spécifiquement, comme l'a noté la Cour suprême, « l'acceptation, le soutien et la compréhension pour faciliter l'adaptation, le soutien social et l'exploration et le développement de l'identité » ou « l'assistance à une personne en cours de transition de genre ».

Des consultations visant à aider les adolescents homosexuels à modifier leurs désirs sexuels existent depuis des années, mais les principales organisations psychologiques et médicales ont attaqué ces pratiques. Le Colorado, 23 autres États et le district de Columbia ont adopté des lois interdisant à ces conseillers d'aider les adolescents à lutter contre les perversions sexuelles et à les modifier.

- Ces lois des États s'appliquent généralement uniquement aux conseillers, psychiatres et autres fournisseurs de services de santé mentale réglementés. Elles n'empêchent pas actuellement les ministres du culte, le clergé ou les conseillers religieux de fournir de tels conseils.
- Pourtant, comme l'a affirmé la Cour suprême, les conseillers agréés, les psychiatres et les autres prestataires de soins de santé mentale réglementés jouissent toujours de la liberté d'expression en vertu du premier amendement.

Cette décision spécifique signifie que les lois des États ne peuvent pas interdire à ces professionnels de proposer une

thérapie par la parole pour aider les adolescents à faire face à des attirances homosexuelles non désirées.

Cet arrêt de la Cour suprême est une victoire pour la liberté d'expression aux États-Unis après des années de défaites radicales. C'est également une victoire pour les milliers d'Américains qui éprouvent une attirance non désirée pour le même sexe et qui souhaitent obtenir de l'aide pour s'en débarrasser.

« **Avant** le fléau de l'homosexualité, il y a l'esprit de fornication, qui déchire les mariages et les familles ! » a écrit le rédacteur en chef de la Trompette, Gerald Flurry, dans notre [numéro de septembre 2017](#) :

Beaucoup n'apprennent même pas le concept de mariage et de famille. Nous n'aurions pas de problème d'homosexualité si nous construisions des familles sur le plan divin. Les familles à l'envers sont la cause première de l'homosexualité.

Ce n'est pas une coïncidence si l'attirance pour le même sexe augmente aux États-Unis alors même que la structure familiale du pays est en train d'être détruite. Pourtant, il y a de l'espoir pour les personnes engagées dans des perversions sexuelles qui veulent se repentir et connaître la vie pleine et saine pour laquelle leur Créateur les a conçues.

Chaque être humain, qu'il soit jeune, vieux, professionnel de santé ou patient, athée, chrétien ou autre, a besoin de toute urgence d'apprendre et de vivre selon la voie que le Créateur a voulue, révélée dans la Bible, y compris en termes de mariage, de sexe et de famille.